



**Concours d'accès à la Grande Ecole du
Groupe Institut Supérieur de Commerce et
d'Administration des Entreprises**

**Épreuve Culture Générale
en langue française**

Durée : 2 Heures

**Samedi 31 Mai 2014
De 16h30 à 18h30**

Sujet :

A partir du dossier ci-dessous vous répondrez à la question suivante : « En investissant la chose publique les femmes vont-elles changer les conditions sociales d'accès au champ politique, rapprocher les élites du peuple ? »

Renouveau du féminisme au Sud

Le prisme paternaliste à travers lequel est souvent perçu le sort des femmes d'Afrique, d'Asie ou du Proche-Orient a tendance à occulter les combats qu'elles mènent. Comme en Occident, leur condition, loin d'être un invariant culturel, fait l'objet de luttes visant à arracher de nouveaux droits et à mettre fin à des situations de violence ou de discrimination. En témoignent les exemples du Rwanda, de l'Afghanistan, de l'Inde et du Maroc. Le retour sur l'histoire du féminisme qui a marqué l'année 2010, avec, en France, les quarante ans du Mouvement de libération des femmes (MLF), ne doit pas faire oublier les femmes du Sud, leurs luttes et leurs contributions au renouvellement du féminisme. On a tendance à en faire trop facilement des victimes, alors qu'elles sont souvent en révolte contre l'ordre établi et les inégalités qu'engendrent certaines traditions.

Ainsi, sait-on que le seul pays au monde où les femmes sont majoritaires au Parlement est le Rwanda ? Depuis les élections générales de 2008, elles représentent 56,3% des députés : un record à faire pâlir d'envie jusqu'aux pays scandinaves, champions de la parité politique en Europe. Les Rwandaises n'ont pourtant obtenu le droit de vote qu'en 1961, quand le pays est devenu indépendant. En 1965, la première élue entre au Parlement, mais, jusque dans les années 1990, les femmes sont quasiment absentes du monde politique. C'est le génocide des Tutsis, en 1994, qui bouleverse la donne. *« Alors que beaucoup d'hommes étaient morts ou dans l'incapacité d'agir, les femmes ont pris des responsabilités et ont montré qu'elles pouvaient être à la hauteur, rappelle Mme Immaculée Ingabire, coordinatrice de la Coalition nationale contre les violences faites aux femmes. Bien que massivement violées, ce sont les Rwandaises qui ont sorti le pays du chaos. Ce qui a brisé le machisme traditionnel. »*

Au cours de la période post génocidaire, les femmes dirigent près du tiers des ménages, occupent des emplois autrefois réservés aux hommes, notamment dans les secteurs du bâtiment et de la mécanique, et adhèrent en nombre aux partis politiques. Elles participent à l'élaboration de la Constitution de 2001 et parviennent à y faire inscrire un système de quotas qui leur réserve 30% des postes dans tous les organes de prise de décision, ainsi que le droit à l'héritage. Elles exigent également la création d'un ministère du genre et de la condition féminine, et réussissent à faire fonctionner des conseils nationaux

Ascensions solitaires

L'Inde a donné aux femmes des rôles politiques de premier plan, mais sans entraîner une amélioration globale de leur sort à la base de la société. C'est l'un des paradoxes de ce pays.

Indira Gandhi a été première ministre de 1966 à 1977, puis de 1980 à 1984. Sa belle-fille, Mme Sonia Gandhi, préside le Parti du Congrès depuis 1998. Issue de cette formation, Mme Pratibha Patil a occupé la présidence de la République (poste honorifique) de 2007 à 2012, tandis que la Chambre basse du Parlement est dirigée depuis 2009 par Mme Meira Kumar. Le territoire de New Delhi est lui aussi gouverné par une femme, Mme Sheila Dikshit, depuis 1998.

Pourtant, les inégalités entre les sexes restent profondes. Deux facteurs, en particulier, empêchent le monde politique de peser sur l'évolution de la société : la force des pratiques sociales traditionnelles et le faible respect des lois. Ainsi, en dépit d'une législation de 2005 qui leur accorde le droit d'hériter à l'égal des hommes, la plupart des femmes sont toujours privées d'héritage et exclues de la propriété des terres. De même, 70% des Indiennes vivent dans le monde rural, où elles restent largement soumises au père ou au mari, et profitent assez peu du développement économique. Si bien qu'en matière d'égalité hommes-femmes, le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) classe l'Inde au cent vingt-neuvième rang sur cent quarante-six pays, et même à l'avant-dernier rang (juste avant l'Afghanistan) en Asie du Sud.

En politique, grâce aux quotas, les femmes ont conquis 36,8% des sièges des conseils municipaux de village, ce qui représente un million d'élues dans le pays. Mais elles n'occupent que 10,8% des sièges à la Lok Sabha, et une loi pour instaurer un quota d'un tiers de députées reste en suspens depuis... 1996

Débuts laborieux pour la parité

Bien qu'elles soient plus diplômées que les hommes, les femmes accèdent encore très difficilement à des postes de direction dans les entreprises comme dans la fonction publique. Elles représentent près de la moitié des salariés mais seulement 14% des cadres et 6% des dirigeants d'entreprise. En politique, leur sort n'est guère meilleur. Avec la loi sur la parité, elles ont gagné quelques places comme élues de base. Mais dès que l'on monte dans la hiérarchie (maire, député), seules les «héritières» ont pu franchir les obstacles.

Vanter les mérites de la représentation-miroir contre la représentation-mandat fait partie des arguments souvent avancés par les défenseurs de la parité. Si la crise de la politique est aussi aiguë en France, font-ils valoir, c'est en raison de la distance croissante entre représentants et représentés. Pour rétablir le lien entre les deux, les élus doivent refléter l'image de la société dans sa diversité. «Il y a un effet de miroir entre le pouvoir politique et la société. C'est pour cela que je me bats pour faire rentrer des femmes dans la politique», a déclaré Mme Roselyne Bachelot, ancienne rapporteuse générale de l'Observatoire de la parité. Bien des avocates de la cause paritaire laissent entendre implicitement que l'entrée massive des femmes en politique réduira le décalage entre professionnels et profanes de la chose publique. Seules ou à peu près, les militantes de l'extrême gauche ne veulent voir dans la réforme qu'un instrument au service des privilégiées.

En investissant la chose publique les femmes vont-elles changer les conditions sociales d'accès au champ politique, rapprocher les élites du peuple? En d'autres termes, la parité des sexes dans les assemblées aura-t-elle pour effet de démocratiser la politique? L'enquête menée auprès des députés français des deux sexes - avant la loi sur la parité - montre le chemin à parcourir. Tout comme celle conduite, auprès des conseillers municipaux élus après la loi.

Le monde dossier 2010